



## Marché Public de Travaux

# Règlement de la Consultation (R.C.)

### Pouvoir Adjudicateur

---

Ville de Riedisheim 10, rue Général de Gaulle 68400 RIEDISHEIM

Tél. 03.89.44.00.50 – Télécopie 03.89.64.24.16

### Représenté par

---

Monsieur le Maire de la Ville de RIEDISHEIM

### Objet de la consultation

---

Rénovation énergétique de l'école Clemenceau à Riedisheim

### Date d'envoi de l'avis à la publication

---

L'avis a été envoyé à la publication le                      Lundi 22 avril 2024

### Remise des offres

---

Date limite de réception :    **Mercredi 22 mai 2024**                      à                      12 heures

## 1. Objet et étendue de la consultation, forme et durée

### 1.1 Objet

La présente consultation concerne :

**Rénovation énergétique de l'école Clemenceau à Riedisheim.**

Type de marché : Travaux

Lieu d'exécution : 6 Rue Jean de la Fontaine - 68400 RIEDISHEIM

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.), le cahier des clauses techniques communes (CCTC) et les cahiers des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) ainsi que dans les documents liés à l'offre financière (DPGF).

### 1.2 Mode de passation

La présente procédure est lancée dans le cadre d'une procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 et R.2123-5 du Code de la commande publique (ci-après "CCP »).

Les candidats remettront leur candidature et offre simultanément, soit en "1 tour".

### 1.3 Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

### 1.4 Décomposition du contrat

#### 1.4.1 Lots

Les prestations sont réparties en 16 lots :

Lots	
N°	Intitulé
01	Gros Œuvre
02	Charpente Isolation Bardage
03	Couverture Zinguerie
04	Etanchéité
05	Echafaudage
06	Menuiseries extérieures bois
07	Menuiseries extérieures alu
08	Façade
09	Electricité
10	Chauffage/ Ventilation/ Sanitaires
11	Menuiseries intérieures
12	Plâtrerie Peinture intérieure
13	Sols et carrelages
14	Photovoltaïque
15	Monte personne PMR
16	Aménagements extérieurs

Chaque lot fera l'objet d'un marché.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

#### 1.4.2. Tranches et phases

Il n'est pas prévu de tranche pour ce marché.

### 1.5 Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal		Description	
45000000-7 -		Travaux de construction	
Lot(s)	Code principal	Description	CPV secondaire
01	45223220-4	Travaux de gros œuvre	45111100-9
02	45261100-5	Travaux de charpente	
03	45261210-9	Travaux de couverture	
04	45261420-4	Travaux d'étanchéification	
05	45262100-2	Travaux d'installation d'échafaudages	
06	45420000-7	Travaux de menuiserie et de charpenterie	
07	45421110-8	Pose d'encadrements de portes et de fenêtres	
08	45442100-8	Travaux de peinture	
09	45311000-0	Travaux de câblage et d'installations électriques	
10	45331000-6	Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation	
11	45421000-4	Travaux de menuiserie	
12	45442100-8	Travaux de peinture	45410000-4
13	45430000-0	Revêtement de sols et de murs	
14	09331200-0	Modules solaires photovoltaïques.	
15	45313100-5	Travaux d'installation d'ascenseurs	
16	45112700-2	Travaux d'aménagement paysager	

### 1.6 Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

### 1.7 Durée du marché - Délai(s) d'exécution

Le présent marché ne devient définitif et ne peut recevoir exécution qu'après notification au titulaire.

Le délai d'exécution du marché est de 10 mois, selon planning prévisionnel annexé au DCE.

Le délai d'exécution du marché comprend la période de préparation et le délai d'exécution des travaux.

Le délai d'exécution du marché commence à courir à partir de la date de commencement qui sera définie par ordre de service.

Date prévisionnelle de notification du marché : **juillet 2024**

## **2. Dispositions générales**

### 2.1 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

### 2.2 Variantes et prestations supplémentaires éventuelles

#### *2.2.1. Variantes*

Aucune variante n'est autorisée.

#### *2.2.2. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)*

Les lots suivants comportent des prestations supplémentaires éventuelles avec réponse obligatoire. En l'absence de réponse, l'offre du candidat pourrait être déclarée irrégulière. Le maître d'ouvrage se réserve le droit de retenir ou non ces PSE.

- Lot 01 Gros Œuvre : PSE « étanchéité enterrée des garages »
- Lot 03 Couverture : PSE « puits de lumière »
- Lot 07 Menuiserie Extérieure alu : PSE « store occultants »

### 2.3 Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le représentant du pouvoir adjudicateur et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG-travaux.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

### 2.4 Type de contractants

Le pouvoir adjudicateur ne pose aucune restriction quant à la nature des candidats à la présente consultation.

Le marché est conclu :

- Soit avec des entreprises uniques,
- Soit avec des entreprises en groupement.

En vertu de l'article L2142-24 du Code de la commande publique, si le marché est attribué à un groupement conjoint, le mandataire conjoint sera solidaire de chacun des membres du groupement.

### 2.5 Modalités de financement et de paiement

Les prestations seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique. Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement.

Le délai global de paiement des sommes dues au titre de l'accord cadre sera de 30 jours.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance, ils devront le préciser dans l'acte d'engagement lors de l'attribution du marché.

## 2.6 Visite de site avant remise des offres

Les entreprises sont invitées à réaliser une visite de site dans le cadre de l'établissement de leur offre.

Dates de visites possibles :

- **Mardi 07/05/2024 à 15h00**
- **Lundi 13/05/2024 à 15h00**

Les entreprises souhaitant visiter le site devront s'inscrire préalablement auprès du service marchés publics de la ville :

[marches@riedisheim.fr](mailto:marches@riedisheim.fr)

Le rendez-vous aura lieu devant l'école maternelle Clemenceau située 6 Rue Jean de la Fontaine à RIEDISHEIM.

L'école étant occupée lors de la visite et dans le cadre du plan Vigipirate, l'accueil des entreprises se fera uniquement de 14h30 à 15h00 ; une carte professionnelle (ou équivalent) devra être présentée. **Toute entreprise arrivant après 15h00, heure de début des visites, ne pourra plus être acceptée pour y participer.**

Une attestation de visite sera délivrée aux entreprises présentes pour les lots avec visite obligatoire : elle devra obligatoirement être jointe à leur offre.

Lots		Visite préalable	
N°	Intitulé	Obligatoire	Conseillée
01	Gros Œuvre	X	
02	Charpente Isolation Bardage	X	
03	Couverture Zinguerie	X	
04	Etanchéité	X	
05	Echafaudage		X
06	Menuiseries extérieures bois	X	
07	Menuiseries extérieures alu	X	
08	Façade	X	
09	Electricité	X	
10	Chauffage/ Ventilation/ Sanitaires	X	
11	Menuiseries intérieures	X	
12	Plâtrerie Peinture intérieure	X	
13	Sols et carrelages	X	
14	Photovoltaïque		X
15	Monte personne PMR		X
16	Aménagements extérieurs	X	

## 3. Les intervenants

### 3.1 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

Maître d'œuvre Mandataire	Architecte
<b>IMAAE</b> <b>6 rue Gutenberg</b> <b>68100 Mulhouse</b>	<b>FACTORY Architectures</b> <b>14 rue de la Sinne</b> <b>68100 Mulhouse</b>

Les éléments constitutifs de la mission confiée à la Maîtrise d'Œuvre, sont les suivants :

- ⇒ APS : Avant-projet sommaire
- ⇒ APD : Avant-projet définitif
- ⇒ PRO : Les études de projet.
- ⇒ ACT : L'assistance au Maître d'Ouvrage pour la passation des contrats de travaux.
- ⇒ EXE : Les études d'exécution.
- ⇒ DET : La direction de l'exécution des contrats de travaux
- ⇒ AOR : L'assistance lors des opérations de réception et pendant l'année de garantie de parfait achèvement.
- ⇒ DIAG : Diagnostics
- ⇒ OPC : L'ordonnancement, pilotage et coordination
- ⇒ EAE : Etude d'approvisionnements énergétiques
- ⇒ FAISA : Etude de faisabilité photovoltaïque
- ⇒ STD : Simulation thermique dynamique
- ⇒ SUB : Dossier de demande de subventions

### 3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par le maître d'œuvre.

### 3.3 - Contrôle technique

Le contrôle technique est assuré par :

QUALICONSLT - 19 RUE DES CIGOGNES 67960 ENTZHEIM

[kevin.houlne@qualiconsult.fr](mailto:kevin.houlne@qualiconsult.fr)

Missions confiées :

- Missions de base L, LE, SEI, PS, HAND
- Missions complémentaires PI, F, Ph, Th, Hys
- Mission non normalisée de type PV
- Etablissement du certificat de conformité électrique
- Rapport de vérification initiale des installations électriques
- Rédaction de l'attestation d'accessibilité
- Rédaction de l'attestation parasismique
- Attestation de prise en compte de la réglementation thermique.

### 3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (S.P.S.) désignée par le maître d'ouvrage est :  
PRESENTS - 31 rue Mazenod – 69426 Lyon Cedex 03 / [dr.nord-est@presents.fr](mailto:dr.nord-est@presents.fr)

## **4. Dossier de consultation**

### 4.1 Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Pièces administratives
  - o Le présent Règlement de consultation (RC) ;
  - o L'Acte d'engagement (AE) (à compléter par lot candidaté) ;
  - o Le Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Pièces techniques :
  - o Le Cahier des clauses techniques communes (CCTC) ;
  - o Le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
  - o La Décomposition Globale des Prix Forfaitaire (DPGF) (à compléter par lot candidaté) ;
  - o Les plans ;
  - o Le planning ;
  - o Les annexes (rapport de repérage amiante, étude de sol, rapport de diagnostic HAP, note de calcul structure bois, mémoire technique Climaxion)
  - o Trame de mémoire technique (à compléter).

## **5. Présentation des candidatures et des offres**

### 5.1 Modalités de remise du dossier de consultation

Le Dossier de Consultation des Entreprises est remis gratuitement à chaque candidat.

Le pouvoir adjudicateur met à disposition le dossier de consultation par voie électronique à l'adresse suivante :

<http://www.alsacemarchespublics.eu> – réf. : 2024\_01\_TRAVAUX\_CLEMENCEAU

Les soumissionnaires devront s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

La totalité des offres des candidats sera entièrement rédigée en langue française et exprimée en EURO.

Si les offres des candidats sont entièrement rédigées en autre langue, elles devront être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

**Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :**

### **DOCUMENTS RELATIFS A LA CANDIDATURE**

1. *Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :*

- Le candidat peut utiliser au choix, soit les formulaires **DC1 et DC2**, soit le **DUME** (document unique de marché européen) ;
- Les **attestations d'assurance « responsabilité civile » et « décennale »**.

*2. Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :*

- Si l'entreprise est en redressement judiciaire, la **copie du ou des jugements prononcés** à cet effet, ainsi que la preuve de poursuite de son activité couvre la période correspondante à la durée du marché ;
- La **déclaration sur l'honneur** du candidat pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article L2141.1 du Code de la commande publique ;
- La **déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux, objet du marché réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles (DC2)**.

*3. Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :*

- Une déclaration indiquant les **effectifs moyens annuels** du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Une **déclaration indiquant l'outillage, le matériel, et l'équipement technique** dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature ;
- Une **liste de travaux exécutés au cours des cinq dernières années**, appuyée d'attestations de bonne exécution des travaux. Ces attestations indiquent le montant, la période et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;
- Tous autres documents que le candidat estime nécessaires à prouver ses capacités à exécuter les travaux dont les qualifications de l'entreprise.

En cas de **groupement d'entreprises**, chaque membre du groupement devra remettre toutes les pièces **susvisées**. L'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières du groupement est globale. **Ces mêmes pièces sont à produire aussi pour chaque entreprise apportant des capacités dont le candidat disposera pour l'exécution du marché.**

### PIECES DE L'OFFRE

Libellés	
L'Acte d'engagement	A compléter, dater (et signer)*
La décomposition du prix global et forfaitaire (au format PDF et Excel)	A compléter, dater (et signer)*
La trame de mémoire technique	A compléter, dater et signer – accompagné de toutes pièces et documents demandés dans ce mémoire
Le dossier technique de l'entreprise	A fournir par le candidat
Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)	A accepter sans modification
Le cahier des clauses techniques communes (CCTC)	A accepter sans modification
Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)	A accepter sans modification
L'attestation de visite	A joindre à l'offre pour les lots avec visite obligatoire
Tout autre document utile à la bonne compréhension de l'offre	A fournir par le candidat (le cas échéant)

\* cf. article 7.2 du présent RC.

Les candidats n'ont pas à apporter de complément aux pièces contractuelles du marché. Toutes modifications, ratures, rajouts émis sur ces documents seront un motif d'élimination.

Le mémoire de réponse a une valeur contractuelle. Le respect de ce document en cours d'exécution du marché pourra être vérifié à tout moment et par tous moyens décidés par le pouvoir adjudicateur.



## 6 Examen des candidatures et des offres

### 6.1 Sélection des candidatures :

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 5 jours.

En application de l'article R.2161-4 du Code de la commande publique, l'acheteur se réserve la possibilité d'examiner les offres avant les candidatures.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

### 6.2. Attribution du marché

Les offres devront être conformes aux prescriptions du CCAP, du CCTC et du CCTP.

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R.2152-1 et R.2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Lots		Critère notation (%)	
N°	Intitulé	Prix	Technique
01	Gros Œuvre	40	60
02	Charpente Isolation Bardage	40	60
03	Couverture Zinguerie	60	40
04	Etanchéité	60	40
05	Echafaudage	70	30
06	Menuiseries extérieures bois	50	50
07	Menuiseries extérieures alu	50	50
08	Façade	50	50
09	Electricité	60	40
10	Chauffage/ Ventilation/ Sanitaires	40	60
11	Menuiseries intérieures	60	40
12	Plâtrerie Peinture intérieure	60	40
13	Sols et carrelages	60	40
14	Photovoltaïque	50	50
15	Monte personne PMR	60	40
16	Aménagements extérieurs	50	50

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

⇒ Le critère « **prix** » sera apprécié à partir des « DPGF ».

$(\text{Prix de l'offre conforme moins disante} / \text{Prix de l'offre analysée}) \times 100$

⇒ Le critère « **valeur technique** » sera noté au regard des réponses apportées par le candidat dans le mémoire technique (et ses compléments éventuels) remis par le candidat à l'appui de son offre.

La valeur technique tiendra compte des sous-critères suivants :

- Situation administrative de l'entreprise (non noté)
- **Moyens humains affectés au chantier (20 points)**
  - o *Moyens humains mobilisés pour le chantier (15 points)*
  - o *Sécurité des personnes (5 points)*
- **Moyens matériels et matériaux pour le chantier (40 points)**
  - o *Moyens techniques utilisés sur site (5 points)*
  - o *Marques et provenance des principaux produits utilisés (35 points)*
- **Méthodologie d'exécution (30 points)**
  - o *Méthode d'exécution des travaux envisagés, consistance et durée des différentes tâches suivant calendrier général joint au dossier de consultation (30 points)*
- **Gestion des déchets et propreté du chantier (10 points)**
  - o *Méthodes de tri des déchets de chantier (5 points)*
  - o *Traçabilité et traitement des déchets (5 points)*

La trame de mémoire technique détaille la méthode de notation par sous-critère.

La **note finale** de l'entreprise est la somme de la note du prix, affecté d'un coefficient défini dans le RC (cf. tableau ci-dessus) et variable selon les lots, et de la note de la valeur technique, affectée d'un coefficient défini dans le RC (cf. tableau ci-dessus) et variable selon les lots. Le classement final est obtenu à partir de cette note finale.

### Détection des offres anormalement basses

Pour la détection et l'examen des offres dont le prix semble anormalement bas, il sera procédé selon les modalités suivantes, conformément aux articles L.2152-5 et L.2152-6 du Code de la commande publique.

### 6.3 Négociation

A l'issue d'un premier classement des offres, cette procédure pourra comporter une phase de négociation qui aura lieu avec au moins 2 candidats de son choix (sous réserve d'offre suffisante) en respectant l'ordre de classement avant négociation.

La négociation se déroulera comme suit :

- soit par un échange de courriels ou courrier avec éventuellement les pièces financières l'accompagnant et par la remise d'une nouvelle proposition à une date définie par le pouvoir adjudicateur ;
- soit à une convocation à un entretien qui se soldera par la remise d'une nouvelle proposition à une date définie par le pouvoir adjudicateur.

Il est précisé que la phase de négociation ne donne lieu à aucune rémunération ou indemnité d'aucune sorte.

Dès la réception des offres finales, le pouvoir adjudicateur procédera à un nouveau classement des offres et attribuera le marché au candidat classé en première position.

Toutefois le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

#### 6.4 Attribution du marché et suite à donner à la consultation

Les candidats auxquels il est envisagé d'attribuer le marché doivent obligatoirement produire un acte d'engagement signé, ainsi qu'en application de l'article L2141-2 de l'ordonnance 2018-1074 du 26 novembre 2018 relative au Code de la commande publique (sauf s'ils ne l'ont déjà fait au moment du dépôt des offres) :

- a) Les copies des certificats délivrés par les administrations et organismes compétents attestant qu'il a satisfait aux obligations fiscales et sociales datant de moins de 6 mois.
- b) Les documents ou attestations figurant aux articles D 8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail.

Il devra en outre produire une attestation d'assurances en cours de validité.

Un délai de 5 jours à compter de la date de réception de la demande du titulaire lui sera accordé pour la remise de ces documents.

A défaut et conformément aux articles L2141-1 à L2141-5 de l'ordonnance 2018-1074 du 26 novembre 2018 relative au Code de la commande publique, l'élimination du candidat sera prononcée et la même demande sera adressée au candidat suivant dans le classement des offres.

Le candidat dont l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie, s'engage à procéder éventuellement à une mise au point des composantes du marché, sous réserve que ces modifications ne puissent remettre en cause les caractéristiques substantielles de l'offre.

Ainsi le candidat choisi devra vérifier les quantités calculées par la maîtrise d'œuvre pendant la période de mise au point du marché.

Si les quantités ainsi vérifiées ramènent le montant global de l'offre rectifiée à un écart n'excédant pas  $\pm 3\%$  le montant de l'offre initiale, le candidat accepte de ne pas modifier celle-ci.

Au-delà d'un écart  $> \pm 3\%$  il sera procédé à une nouvelle consultation sur de nouvelles bases, sauf si l'entreprise accepte tout écart supérieur à la tolérance fixée ci-avant sans modification de l'offre initiale.

Toutes erreurs signalées après notification du marché, ne pourront pas remettre en cause le caractère forfaitaire du marché.

Toutes les ambiguïtés entre plans et documents particuliers du marché, devront être signalées à la maîtrise d'œuvre avant la remise de l'offre et le dossier de consultation sera éventuellement modifié comme indiqué à l'art 9 ci-dessous.

Toutes les modifications apportées à l'offre initiale lors de la mise au point du marché, seront indiquées dans le rapport de présentation.

Le pouvoir adjudicateur pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général. Les candidats en seront informés.

## **7. Conditions d'obtention du dossier de consultation des entreprises et de remise des offres**

### 7.1. Transmission par voie dématérialisée

En application de l'article R.2132-7 du décret 2018-1075 du 03 décembre 2018 relatif au Code de la commande publique, la transmission des candidatures et des offres par **voie électronique est obligatoire** !

Les offres transmises sur support papier seront considérées comme irrégulières au sens de l'article L2152-2 de l'ordonnance 2018-1074 du 26 novembre 2018 relative au code de la commande publique.

La transmission des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, clé USB...) n'est pas autorisée.

## 7.2. Dématérialisation des procédures

### 7.2.1. Obtention du dossier de consultation :

Les dossiers de consultation sont disponibles et téléchargeables gratuitement à l'adresse suivante :

<http://www.alsacemarchespublics.eu> – réf. : 2024\_01\_TRAVAUX\_CLEMENCEAU

### 7.2.2. Remise des offres :

Les soumissionnaires doivent répondre obligatoirement par voie électronique à la présente consultation, avant la date et heures limites fixées sur la page de garde du présent document.

**Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de prolonger ce délai.**

L'inscription sur la plateforme de dématérialisation est gratuite et nécessaire pour répondre par voie électronique aux consultations. Elle se fait à l'adresse suivante : <http://www.alsacemarchespublics.eu>

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Il est rappelé que la durée du téléchargement des documents numériques est fonction du débit de l'accès internet du candidat, de la taille des documents à transmettre et s'ils sont stockés sur un serveur partagé.

Conformément aux dispositions fixées aux articles R.2143-2 et R. 2151-5 du Code de la commande publique, un pli est qualifié « hors délai » et en conséquence rejeté, si le téléchargement se termine après la date et heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est remise par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

### **Formats de fichiers acceptés**

Pour les documents exigés par le pouvoir adjudicateur, le format autorisé en réponse est : PDF non scanné, Word, Excel, ZIP

### 7.2.3 Anti-virus :

Les documents devront être préalablement traités par les candidats par un anti-virus régulièrement mis à jour. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.

### **Signature électronique des fichiers – Exigence relatives au certificat de signature – copie de sauvegarde**

La signature électronique des documents déposés lors de la remise des plis n'est pas imposée par le pouvoir adjudicateur. Il est toutefois rappelé que le seul dépôt par les soumissionnaires de leur offre vaut engagement de leur part à accepter le marché si celui-ci leur est attribué.

Le pouvoir adjudicateur n'impose pas la signature des offres au stade du dépôt des offres. Les soumissionnaires peuvent néanmoins procéder à la signature de l'ensemble des documents susvisés à ce stade. Dans le cas contraire il sera imposé à l'attributaire de signer son offre sous un délai de 5 jours ouvrés à réception de la demande, faute de quoi son offre sera rejetée.

Il est rappelé que l'acte d'engagement (AE) signé ne sera exigé que du seul attributaire, au terme de la procédure afin de finaliser le marché.

La signature d'un fichier compressé (notamment .ZIP ; RAR ; EZ) n'emporte pas signature des documents qui y sont contenus.

La signature électronique des documents n'étant pas obligatoire, les dispositions suivantes ne sont valables que dans le cas où le candidat choisira de les signer.

Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le niveau (\*\*) du RGS.

Les certificats RGS (Référentiel Général de Sécurité) sont référencés dans une liste de confiance française (<http://www.lsti-certification.fr/>) ou dans une liste de confiance d'un autre Etat-membre de l'Union européenne.

Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du RGS.

Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.

Les documents devront être préalablement traités par les candidats par un anti-virus régulièrement mis à jour.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

En cas de signature manuscrite, les documents transmis par voie électronique seront rematérialisés par le candidat attributaire.

Le candidat en sera informé et devra fournir tous les documents sur support papier en original et fera son affaire des frais de transmission au Maître d'Ouvrage/CŒuvre.

### **Copie de sauvegarde**

Les candidats peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde sur support physique électronique (CD-Rom, DVD-Rom, clé USB) ou sur support papier. Cette copie est transmise, à l'adresse indiquée au présent règlement de consultation, sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention : « copie de sauvegarde », l'identification de la procédure concernée et les coordonnées de l'entreprise.

Les documents de la copie de sauvegarde doivent être signés (pour les documents dont la signature est obligatoire). Si le support physique choisi est le support papier, la signature est manuscrite. Si le support physique choisi est électronique, la signature est électronique.

Cette copie de sauvegarde pourra être ouverte en cas de défaillance du système informatique ou lorsqu'un virus est détecté dans le document électronique transmis par le candidat.

Les plis contenant la copie de sauvegarde, non ouverts, seront détruits à l'issue de la procédure par le pouvoir adjudicateur.

### **7.3. Garanties exigées**

Retenue de garantie de 5% ou garantie à première demande.

Le versement d'une avance sera soumis à la constitution d'une garantie à première demande.

Le lot échafaudages est dispensé de retenue de garantie

## **8. Indemnités des candidats ayant remis une offre**

Il n'est pas prévu de primes versées aux candidats.

## **9. Modification du dossier de consultation**

La Ville de Riedisheim se réserve le droit d'apporter, au plus tard six (6) jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Les candidats qui auront téléchargé le dossier recevront un courrier électronique (par le profil d'acheteur public : <http://www.alsacemarchespublics.eu>) les informant de la mise à disposition des modifications du dossier de consultation sur le site.

Les candidats ayant uniquement visualisé le DCE ne pourront être informés par la Ville des modifications éventuelles en l'absence de toute identification.

## 10. Renseignements complémentaires

### 10.1 Adresses supplémentaires et points de contacts

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats devront faire parvenir au plus tard 8 jours avant la date limite de réception des offres, une demande écrite par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <http://www.alsacemarchespublics.eu>

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que leurs questions ne doivent pas révéler leur positionnement technique ou compétitif.

## 11. Instance chargée des procédures de recours

Tribunal Administratif de Strasbourg – 31 avenue de la Paix 67070 STRASBOURG.

**LISTE NOMINATIVE DES SALARIES ETRANGERS SOUMIS A AUTORISATION DE TRAVAIL**  
**(APPLICATION DE L'ARTICLE D8254-2 DU CODE DU TRAVAIL)**

Je, soussigné (nom-prénom) : \_\_\_\_\_

Agissant en qualité de : \_\_\_\_\_

Agissant pour le compte de :

Nom ou dénomination : \_\_\_\_\_

Adresse sociale : \_\_\_\_\_

Raison sociale : \_\_\_\_\_

☐ **DECLARE CI-DESSOUS LES SALARIES ETRANGERS SOUMIS A L'AUTORISATION DE TRAVAIL MENTIONNEE A L'ARTICLE L5221-2 DU CODE DU TRAVAIL**

NOM SALARIE	DATE D'EMBAUCHE	NATIONALITE	TYPE + N° ORDRE DU TITRE VALANT AUTORISATION DE TRAVAIL

☐ **DECLARE N'AVOIR AUCUN SALARIE ETRANGER SOUMIS A AUTORISATION DE TRAVAIL**

A, \_\_\_\_\_, le

Nom :

Qualité :

Cachet et signature :